

L'EST
Républicain

RL
LE RÉPUBLICAIN LORRAIN

VOSGES
matin

DE DROIT ECO



UFR

METZ

50

ANS



UNIVERSITÉ DE LORRAINE

HORS-SÉRIE ÉDUCATION



Ancrage et avenir

Cette année universitaire marque les 50 ans de la faculté. C'est l'occasion de mettre à l'honneur ses étudiants, enseignants-chercheurs, personnels administratifs et l'ensemble de ses partenaires à Metz et Sarreguemines. Reconnue pour son ancrage dans le territoire, la faculté est un acteur incontournable. Elle propose ainsi une licence en droit à Metz et à Sarreguemines, une licence en économie et une licence en administration économique et sociale à Metz. Soucieuse de l'insertion



d'Administration, notamment avec une classe Talents. Cette ouverture passe également par l'apprentissage disponible dans la plupart de ses masters 2. La faculté s'emploie également à développer une culture internationale à travers sa licence en droit franco-allemand, son parcours international en master, ses collaborations avec les États-Unis, l'Écosse et 36 destinations Erasmus. De nombreux projets sont en cours de construction avec ses partenaires tels que le développement de chaires universitaires qui

professionnelle de ses étudiants, elle n'a cessé de faire évoluer son offre de formation pour répondre aux besoins des institutions et entreprises et atteint un taux d'insertion de 100 % dans certaines spécialités. L'ouverture au monde socioprofessionnel se fait par le développement de diplômés universitaires à destination des élus, cadres des collectivités, experts judiciaires, fiscalistes et juristes. Très implantée dans le paysage judiciaire, elle prépare ses étudiants à l'École Régionale des Avocats du Grand Est et à l'École Nationale de la Magistrature et aux Instituts Régionaux

associe les étudiants aux manifestations scientifiques, l'ouverture d'une première année de droit à Thionville et une double licence en droit et gestion avec l'IAE de Metz. Cette offre de formation diversifiée et pertinente s'est construite grâce au professionnalisme et dynamisme du corps professoral et de l'équipe administrative ainsi qu'à l'enthousiasme de ses étudiantes et étudiants qui apportent leur témoignage dans ce livret.

Pierre Tifine, Doyen de la faculté de Droit, Économie et Administration de Metz

LE SOMMAIRE

P.3 LA FACULTÉ DE DROIT
50 ans d'histoire

P.4 LA FILIÈRE DROIT
Réflexion croisée

P.5 INFOGRAPHIE
Une offre de formations très complète

P.6 ÉTUDIANTS EN DROIT, ÉCONOMIE, AES
Ils témoignent

P.7 LA DIMENSION FRANCO-ALLEMANDE
Singularité et atout

P.8 PERSPECTIVES
Une foule de projets pour horizon

Directeur de la publication : L'Est Républicain, Le Républicain Lorrain et Vosges Matin, Christophe MAHIEU.

Rédacteur en chef : Sébastien GEORGES.

Ce numéro a été réalisé par la rédaction du Républicain Lorrain, le service support et les services commerciaux du Républicain Lorrain.

Illustrations photographiques : Le Républicain Lorrain et UFR Droit, Economie, Administration de Metz (Université de Lorraine).

Impression : Houdemont. Février 2023.



La faculté de Droit, Économie et Administration de Metz, sur le campus du Saulcy. PHOTO ARCHIVES RL/KARIM SIARI



En novembre 2022, une cérémonie a marqué le coup d'envoi des célébrations du cinquantenaire de la faculté de droit de Metz. PHOTO DR/UFR DEA METZ

DE L'ÈRE DES PIONNIERS À CELLE DE LA PERFORMANCE

VOILÀ UN DEMI-SIÈCLE, UNE POIGNÉE DE PIONNIERS FONDAIENT LA FACULTÉ DE DROIT DE METZ. EN 1972, CETTE INITIATIVE, QUI SERA SUIVIE PAR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES ADMINISTRATION PUIS ÉCONOMIE, RÉPONDAIT À UNE TRÈS FORTE DEMANDE DES TERRITOIRES PUISSAMMENT RELAYÉE PAR LES ÉLUS, DONT LE MAIRE DE L'ÉPOQUE, JEAN-MARIE RAUSCH, AINSI QUE PAR LE RÉPUBLICAIN LORRAIN DONT MARGUERITE PUHL-DEMANGE VENAIT DE PRENDRE LES RÊNES.

Parmi les pionniers-fondateurs de la faculté de droit de Metz, François Dietsch, qui en fut doyen, à 29 ans à peine : « Nous étions dans le contexte post-Mai 68 : la demande d'université était très forte à Metz. Avec la seule capacité en droit alors proposée, nous étions loin du compte. Des accords sont intervenus sur fond de redécoupage des régions académiques avec la création de Nancy-Metz : l'université de Nancy a mis à disposition une enseignante en droit privé, Danielle Petitdemange, et Strasbourg un enseignant en droit public, c'était moi », se souvient l'actuel maire de Val de Briey.

En février 1973, arrive un troisième enseignant, Francis Hamon. Tous les autres enseignements étaient alors assurés par des chargés de cours et des vacataires et les enseignements se déroulaient là où s'étend désormais le quartier de l'Amphithéâtre, où se trouvait alors la foire de Metz.

Là, quelques locaux disponibles et des préfabriqués abriteront les premiers étudiants !

MONTÉE EN PUISSANCE

Malgré ces conditions spartiates, la jeune fac de droit trouve son public et ses effectifs montent rapidement en puissance. Avec eux s'accroît le nombre des enseignants, à un rythme toutefois

plus mesuré. Ces derniers viennent de Strasbourg et Nancy, mais aussi, très vite, de Paris : « Les jeunes docteurs qui préparaient l'agrégation n'avaient pas la possibilité de faire cours dans la capitale : Metz était pour eux une belle opportunité », souligne encore François Dietsch.

C'est ainsi, par exemple, que Pierre Ferrari, qui devait plus tard présider l'université de Metz, pose ses valises en Moselle au milieu des années 1970. D'autres figures suivront : Charles Vallée, qui fut par la suite directeur des études à l'ENA, PDG des prestigieuses éditions Dalloz ; ou encore l'avocate, ministre de l'Environnement de 1995 à 1997, Corinne Lepage. Parmi les alumni, plusieurs personnalités éminentes également comme le publiciste Jean-Claude Bonichot, qui achève actuellement son troisième mandat de magistrat à la Cour de justice de l'Union européenne.

RANÇON DU SUCCÈS

La fac de Droit, Économie, Administration sera souvent à l'étroit dans ses locaux au fil de son histoire, à ses débuts mais aussi après son arrivée sur l'île du Saulcy à la fin des années 1970, où elle pose d'abord « ses valises dans l'aile ouest du bâtiment central, lequel accueille aujourd'hui



La première rentrée universitaire au sein de l'antenne délocalisée de Sarreguemines en octobre 1988 : debout, le doyen de la faculté de droit de Metz, François Dietsch. PHOTO ARCHIVES LRL

les sciences humaines et sociales », souligne Hugo Stahl, maître de conférences en histoire du droit qui a effectué de minutieuses recherches sur le sujet.

En 1989, la création de l'antenne de Sarreguemines, répondant là encore à un besoin du territoire, permettait dans le même mouvement de desserrer l'étau et de donner un espace supplémentaire à la vocation franco-allemande affirmée de l'établissement.

Enfin, après avoir longtemps attendu, la faculté, devenue unité de formation et de recherche (UFR), s'installe dans le bâtiment actuel en 1994, après que la construction de l'amphi Lemoigne lui avait donné un peu d'air dès 1992.

Une trajectoire spectaculaire qui a vu, en 50 ans à peine, la faculté messine prendre toute sa place sur la carte universitaire régionale – mais aussi bien au-delà – devenant par ailleurs l'un des piliers de l'université de Lorraine. Qui l'a vue développer une offre de formation très large, complémentaire de l'offre nancéenne et affichant des taux d'insertion professionnels flatteurs, mais aussi des partenariats internationaux solides et une activité de recherche tendue vers l'excellence.

LE DROIT, « LA RÉFLEXION » ET « LA PROFESSIONNALISATION »

PAOLA NABET, RESPONSABLE DE LA LICENCE EN DROIT, ET PASCAL CAILLE, DIRECTEUR DU MASTER 2 EN DROIT DE L'URBANISME ET DE LA CONSTRUCTION, PLAIDENT ENSEMBLE LA CAUSE DE LEUR FILIÈRE QUI RASSEMBLE 1 450 ÉTUDIANTS À LA FACULTÉ DE METZ.

ÉVOLUER. « Ce sont des études qui ont l'avantage de mener à des métiers très différents. Avocat, magistrat ou notaire, bien entendu, mais également juriste car ce sont des postes indispensables aux entreprises et aux collectivités publiques. À mesure que les étudiants vont avancer dans leurs parcours, leurs projets vont aussi évoluer parce qu'ils vont découvrir un ensemble de spécialisations dont ils ignoraient jusqu'à l'existence. Cette diversité nous permet d'obtenir d'excellents taux d'insertion. »

APPRENDRE. « On leur apprend d'abord à apprendre. C'est à la fois l'autonomie, les méthodes de travail mais aussi l'exigence et la rigueur, en plus de toutes les matières fondamentales. Les principes restent encore aujourd'hui les mêmes. En revanche, c'est clair que les progrès de la technologie et l'évolution des mentalités font bouger les lignes. Et conduisent à l'émergence de spécialités, que ce soit dans le domaine de la finance, de la sécurité, du médical, de l'environnement ou de la transition écologique. »

PROFESSIONNALISER. « Nos méthodes d'enseignement évoluent vers de plus en plus de professionnalisation. On ne sacrifie absolument pas la recherche ou même les aspects théoriques qui sont toujours importants mais on propose désormais une dimension très pratique. L'apprentissage de l'ouverture à l'alternance participe de cette préoccupation dans nos filières. À Metz, nous avons la chance d'avoir une grande proximité avec nos étudiants pour les accompagner et les conseiller. »

RAISONNER. « Ce qui demeure intangible, c'est cette question de la méthodologie. Un bon juriste doit

Paola Nabet, responsable de la licence en droit, et Pascal Caille, directeur du master 2 en droit de l'urbanisme et de la construction.

PHOTOS RL/KARIM SIARI



être capable d'appliquer intelligemment des raisonnements, des règles à des problématiques auxquelles il est confronté. C'est un discours qui a toujours existé mais qui est plus important aujourd'hui encore. L'idée n'est pas d'en faire des machines à ingurgiter

des connaissances ou de les obliger à tout apprendre par cœur. Notre ambition est de les faire réfléchir. »

P.-M. P.

ALEXANDRE MAYOL, ÉCONOMISTE : « NOUS GAGNONS EN CRÉATIVITÉ »

IL N'ENSEIGNE PAS À L'UNIVERSITÉ DE LORRAINE DEPUIS UN DEMI-SIÈCLE MAIS L'ÉCONOMISTE ALEXANDRE MAYOL A SUFFISAMMENT D'EXPÉRIENCE POUR ANALYSER L'IMPACT DES CHANGEMENTS VÉCUS PAR L'UNIVERSITÉ SUR SON UFR DE DROIT, ÉCONOMIE ET ADMINISTRATION.

Alexandre Mayol est bien plus jeune que l'UFR droit, économie et administration de l'Université de Lorraine. Ce qui ne l'empêche pas, depuis son arrivée il y a cinq ans, d'y occuper un rôle essentiel dans ses fonctions de vice-doyen mais surtout de titulaire d'une chaire très XXI^e siècle, portée sur l'environnement, la chaire ressources naturelles et économie locale (Renel).

Pas encore quadragénaire mais déjà fort impliqué, l'économiste vit de l'intérieur, au quotidien et auprès de ses étudiants, les bouleversements survenus à l'université et leur impact sur son UFR qui affiche le demi-siècle.

LE PLUS GROS LABO DE FRANCE

« Notre département a vécu une histoire très évolutive depuis la fusion des quatre universités de Nancy et Metz (en 2012, N.D.L.R.), analyse l'économiste. Nous avons gagné en cohérence de territoire. Des étudiants venus de partout profitent d'enseignements à Metz comme à Nancy, les synergies de formations se sont faites en même temps que nous nous

sommes ouverts vers Strasbourg. Et l'UFR y a gagné en dynamisme, en diversité, en créativité et aussi en nombre d'étudiants. Notre laboratoire Beta, commun avec l'Alsace, est le plus important de France. Quand je suis arrivé, en 2018, les équipes tentaient des nouvelles choses, des projets dans le domaine de l'économie de l'environnement étaient en route et il était évident que nous devions créer quelque chose de pérenne. Et la chaire est née en 2021. »

Le tour de table s'est fait aussi avec des collectivités locales, du côté de la métropole messine comme du Grand Nancy ou encore de la communauté de communes Rives de Moselle.

RETENIR LES CHERCHEURS

« Nous sommes soutenus par des entreprises, par les élus, c'est aussi ça faire preuve de créativité, relève l'économiste. Et dans les faits, nous comptons aussi aujourd'hui des doctorants en économie à Metz, deux par an. Ce qui fait que quatre, depuis la création de la chaire, ont pu être financés. Le bilan est donc plus que positif avec aujourd'hui au moins un tiers des étudiants en économie qui travaillent en alternance, ce

Alexandre Mayol, économiste à l'Université de Lorraine.

PHOTO DR



qui reste un bon moyen de les former pour les embaucher ensuite. »

Alexandre Mayol loue ainsi les décisions politiques qui ont pu être prises depuis dix ans, quand il s'agissait alors de fusionner les universités lorraines. « Nous ne sommes pas dans la concurrence, bien au contraire ! Notre patron à nous, c'est le service public. Nous sommes pas mal de profs à venir d'ailleurs, il arrive même parfois que nous ayons des discussions animées mais l'équilibre est trouvé depuis longtemps, surtout sur le volet recherche. Nous assistons chaque année à des petits miracles, lors des remises de diplômes, avec des étudiants qui deviennent cadres, ici ou à l'étranger. »

Reste à en faire des chercheurs à demeure... « Pour cela, il faut encore travailler sur le logement des étudiants, leur mobilité, il faut faciliter leur attachement au territoire lorrain. »

SAADA-GISÈLE SEBAOUI

L'UFR EN CHIFFRES

50
ENSEIGNANTS
TITULAIRES

24
PERSONNELS
ADMINISTRATIFS

250
ENSEIGNANTS
VACATAIRES

40
VACATAIRES
ET ÉTUDIANTS
ADMINISTRATIFS

2 SITES
METZ
ET
SARREGUEMINES*

6 000 M²
(600 M² POUR
L'AMPHITHÉÂTRE
LEMOIGNE



3 000 À METZ
ÉTUDIANTS ET À
SARREGUEMINES

L'INSERTION :

+ de 90% d'étudiants insérés⁽¹⁾

certains master 2 ont un **taux d'insertion de 100%**, c'est le cas du master 2 droit de la responsabilité et de la réparation ainsi que le master 2 procédures et fiscalité appliquées

*présence de la licence droit, droit franco-allemand et M2 droit des collectivités territoriales et coopérations transfrontalières

ET 6000M²
DE SURFACE POUR
LA FACULTÉ)

À L'INTERNATIONAL :

36 destinations Erasmus +

> en Droit, Économie et Administration économique et sociale, les plus récentes sont Inonu (Turquie), Bari (Italie) et Novi Sad (Serbie)

Des partenariats :

avec l'Université d'Abertay Dundee (Royaume Uni)
avec l'Université de Chicago
avec l'Université Uberlandia au Brésil
avec Abaï Institut Sorbonne Kazakhstan

MAIS AUSSI :

Summer school

Des formations en anglais

Law & Economics :

Modern issues, du 12 au 16 juin 2023

Classe Talents Lorraine

Un dispositif « égalité des chances »

Une préparation aux concours

de catégorie A et un diplôme universitaire

(1) situation connue à 18 mois des étudiants diplômés de master 2 de la faculté de droit, économie et administration de Metz (diplômés 2019/2020, données cumulées)
Source : observatoire et analyse de données UL

LES LICENCES

- > LICENCE DE DROIT
- > LICENCE DROIT FRANCO-ALLEMAND
- > LICENCE D'ÉCONOMIE
- > LICENCE D'ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- > LICENCE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

CAPACITÉ EN DROIT

> Un diplôme qui permet aux non bacheliers de poursuivre des études dans l'enseignement supérieur, en 1^{re} année de licence droit notamment.

LES MASTERS

- > **MASTER 1 ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**
Peut permettre une poursuite en Master 2 conseil économique et contrôle organisationnel et Master 2 entreprises de l'économie sociale et solidaire
- > **MASTER 1 DROIT CIVIL**
Peut permettre une poursuite en Master 2 droit de la responsabilité et de la réparation
- > **MASTER 1 DROIT DES AFFAIRES**
Peut permettre une poursuite en Master 2 droit des affaires transfrontières
- > **MASTER 1 DROIT FISCAL**
Peut permettre une poursuite en Master 2 procédure et fiscalité appliquées
- > **MASTER 1 DROIT PUBLIC**
Peut permettre une poursuite en Master 2 droit des collectivités territoriales et coopération transfrontalière et Master 2 droit de l'urbanisme et de la construction
- > **MASTER 1 ÉCONOMIE APPLIQUÉE**
Peut permettre une poursuite en Master 2 expertise statistique pour l'économie et la finance

LES MASTERS EN APPRENTISSAGE

- > **MASTER 2 DROIT DE L'URBANISME ET DE LA CONSTRUCTION**
 - > **MASTER 2 DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE**
 - > **MASTER 2 EXPERTISE STATISTIQUE POUR L'ÉCONOMIE ET LA FINANCE**
- Ouvertures prévues à la rentrée 2023 :**
- > **MASTER 2 ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**
 - > **MASTER 2 PROCÉDURE ET FISCALITÉ APPLIQUÉES**
 - > **MASTER 2 CONSEIL ÉCONOMIQUE ET CONTRÔLE ORGANISATIONNEL**

LES DIPLÔMES UNIVERSITAIRES

- > **DU COLLÈGE DU DROIT**
 - > **DU GÉRER ET ADMINISTRER UNE COLLECTIVITÉ TERRITORIALE (GACT)**
 - > **DU CADRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE (CAT)**
 - > **DU FISCALITÉ TRANSFRONTIÈRE**
- Les diplômes universitaires à venir**
- > **DU EXPERT JUDICIAIRE**

LES FORMATIONS COURTES

- > **PRÉPARATION À L'ÉCOLE RÉGIONALE DES AVOCATS DU GRAND EST**
- > **PRÉPARATION À L'ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE**

Sources :
UFR Droit, Économie,
Administration de l'Université
de Lorraine - site de Metz

UN MASTER 2 EN PARALLÈLE D'UNE CARRIÈRE PROFESSIONNELLE

TRISTAN ATMANIA, 26 ANS, BAIGNE DANS LA POLITIQUE. QUE CE SOIT AU NIVEAU DE SON ENGAGEMENT MUNICIPAL À SAINT-AVOLD OU SES FONCTIONS DE DIR'CAB À HOMBOURG-HAUT, SON QUOTIDIEN VERSE DANS LE DROIT DES COLLECTIVITÉS. ET COMME SI CELA NE SUFFISAIT PAS, IL PRÉPARE EN PARALLÈLE UN MASTER 2 AU SEIN DE LA FAC DE DROIT DE METZ.

Tristan Atmania occupe des fonctions d'élu (il est conseiller municipal d'opposition à Saint-Avold et conseiller communautaire) et de directeur de cabinet du maire de Hombourg-Haut, Laurent Muller.

Il poursuit en parallèle un cursus de master 2 en Droit des collectivités territoriales et coopération transfrontalière. Une charge de travail supplémentaire « mais assumée », qui correspond à la fois à une envie et un besoin.

DES AVANTAGES

« J'ai effectué la quasi-totalité de mes études supérieures en parallèle de mes activités professionnelles, partage Tristan Atmania. J'ai commencé par une licence Études territoriales appliquées à Sciences Po Strasbourg, puis j'ai enchaîné avec un diplôme universitaire Droit et administration des collectivités territoriales à l'université de Lorraine (l'équivalent d'un master 1). L'opportunité m'a été donnée par le doyen Pierre Tifine de poursuivre en master 2. Cet acquis universitaire supplémentaire est un vrai plus qui me servira et me

En plus de poursuivre des études en droit des collectivités territoriales, Tristan Atmania, 26 ans, est conseiller municipal d'opposition à Saint-Avold, conseiller communautaire et directeur de cabinet du maire de Hombourg-Haut.

PHOTO RL/NICOLAS THIERCY



sert déjà dans mes fonctions actuelles », commente-t-il, ravi de se trouver au milieu d'un réseau de professionnels, professeurs comme élèves, capables de l'éclairer et de l'épauler pour se perfectionner dans les méandres du droit.

« Le fait de bénéficier d'une formation asynchrone (c'est-à-dire avec des modules d'enseignement en ligne

que l'apprenant peut suivre en différé, N.D.L.R.) permet davantage de souplesse dans l'organisation de mes journées, c'est aussi un vrai plus ! », assure-t-il. « Ce que j'y trouve est bien plus positif que ce que je sacrifie. »

NICOLAS THIERCY

« L'ATOUT D'AES, C'EST LA PLURIDISCIPLINARITÉ »



Lisa et Laura-Lou, en master 1 d'AES à Metz : « L'atout de la pluridisciplinarité. » PHOTO RL/HERVÉ BOGGIO

Laura-Lou Wolf et Lisa Kempf sont étudiantes en première année de master Administration économique et sociale (AES) à Metz.

Un choix qui leur a permis de se « former à plusieurs disciplines : c'est ce qui m'a séduit d'abord, même si j'ai assez vite particulièrement accroché avec le droit », souligne Laura-Lou, même si elle admet que le large éventail de possibilités offertes peut être un élément de complexité pour choisir et trouver sa voie.

DANS LA CLASSE TALENTS

Un souci que n'a pas Lisa, avec qui elle a partagé le

même cursus depuis la première année de licence : « Je me suis très vite passionnée pour les RH et je pense que c'est dans cette voie que je vais poursuivre et faire ma carrière professionnelle. »

Une carrière que les deux vingtenaires imaginent peut-être dans la fonction publique : elles sont l'une et l'autre élève de la classe talents qui y prépare en partenariat avec l'IRA de Metz.

Quel que soit l'avenir qu'elles bâtiront finalement, une chose est d'ores et déjà certaine : « Étudier sur l'Île du Saulcy, au cœur de la ville sans y être tout à fait mais en ayant tout de même tout à portée de main, c'est quand même très cool ! »

« LE SUIVI EST AU RENDEZ-VOUS ! »

Après son bac S, Medhi Guelmamen a fait un petit tour en classe préparatoire, juste le temps de se rendre compte que ce n'était pas ce à quoi il aspirait : « J'avais besoin de plus d'autonomie ! Un ami était en économie et nous en avions parlé : je me suis décidé et dès le premier cours, j'ai su que c'était le bon choix. »

Le jeune homme achève aujourd'hui sa deuxième année de master Expertise statistique pour l'économie et la finance. Une voie où sa solide formation scientifique d'origine a constitué un atout.

Mais surtout, il fait l'expérience depuis un peu plus de quatre ans de « profs qui nous suivent depuis le début : dès la deuxième année, j'ai commencé à évoquer une possible thèse avec certains et ils m'ont aiguillé pour monter une stratégie dans ce but. Des stages jusqu'aux choix de travaux à réaliser, tout est le fruit du dialogue avec eux ».

Une bonne claque aux clichés sur l'université qui laisserait les étudiants livrés à eux-mêmes ! Et pour ne rien gâcher, « un cadre qui est clairement le plus sympa de toute l'université avec des bâtiments au top, des assos qui se bougent et une vie étudiante sympa et dense. » N'en jetez plus !

H. B.



Medhi Guelmamen : « Les profs nous suivent tout au long du cursus. » PHOTO RL/HERVÉ BOGGIO

H. B.



Chaque année, les étudiants du cursus franco-allemand de licence de droit suivent une large partie des enseignements à Sarreguemines. PHOTO ARCHIVES RL/ALEXANDRE ROL

CURSUS FRANCO-ALLEMAND : L'EXCELLENCE BICULTURELLE

ORIGINALITÉ : LA DOUBLE DIPLOMATION QUE PROPOSE LE CJFA EN PARTENARIAT AVEC L'UFR DROIT, ÉCONOMIE ET ADMINISTRATION DE METZ, OFFRE AUX ÉTUDIANTS QUI L'OBTIENNENT UN LABEL D'EXCELLENCE BICULTURELLE.

Depuis la création du Centre d'études juridiques françaises (CEJF) en 1955 (unique établissement étranger autorisé alors à délivrer un diplôme français), nombre de juristes mosellans ont suivi leur formation à Sarrebruck. Une réalité qui s'estompera progressivement au cours des années 1970 avec la création de la faculté de droit messine.

Pour autant, la relation franco-allemande n'a jamais cessé d'occuper la place singulière qui demeure aujourd'hui encore la sienne dans le paysage universitaire sarro-lorrain.

SINGULARITÉ

C'est le Pr Christian Autexier, détaché en 1981 de l'Université de Lille pour occuper la chaire de droit public alors vacante au CEJF, qui élaborera complètement le programme qui délivre depuis un diplôme franco-allemand et devait déboucher sur la création en 1995 de l'actuel Centre juridique franco-allemand (CJFA).

Un établissement dirigé désormais par le Pr Philippe Cossalter, qui propose une double diplomation dans le cadre d'un cursus intégré de licence de droit mais aussi de bachelor of laws en partenariat, notamment, avec l'Université de Lorraine (Metz).

Une singularité qui attire des étudiants de toute l'Allemagne et de France dont la dimension biculturelle, au-delà de la question linguistique, est de toute première importance. Ainsi, « l'objectif est bien de former des étudiants à la fois au droit

français et allemand, la discipline demeurant un exercice relativement national », explique Julien Walther, maître de conférences à l'université de Metz et très investi au sein de ce cursus.

ATOUT

Un atout considérable, à la fois pour l'Université de Lorraine et pour l'Université de Sarre, qui en partenariat avec le CJFA forme des praticiens du droit aux compétences élargies, aux connaissances techniques et linguistiques de pointe, que s'arrachent les cabinets luxembourgeois, notamment, et qui connaissent de belles réussites lors des concours d'accès aux institutions européennes.

Le recrutement sélectif de la filière est appuyé « sur la motivation des futurs étudiants et bien entendu sur leurs compétences linguistiques », explique le

“ L'objectif est bien de former des étudiants à la fois au droit français et allemand, la discipline demeurant un exercice relativement national ”

Julien Walther, maître de conférences à l'université de Metz

Pr Cossalter avec des poursuites d'études possibles en master au sein de l'Université de Sarre ou de l'Université de Lorraine puis en thèse, en cotutelle, dans des domaines variés. Point commun des étudiants du CJFA, au-delà d'une capacité de travail importante du fait notamment des efforts à fournir pour suivre des cours pour partie en français et pour partie en allemand ? « Leur excellence », souligne encore le Pr Cossalter : « Nos étudiants représentent peut-être 1 % de l'effectif de l'UFR Droit, Économie et Administration de Metz mais ils raflent chaque année une bonne partie des prix. »

1 079 ÉTUDIANTS À SARREGUEMINES

Dominique Gey est vice-président de la Communauté d'agglomération de Sarreguemines, en charge de l'enseignement supérieur : « En 2000, l'agglomération a pris la compétence de l'enseignement supérieur qui va de pair avec la compétence économique. Notre souhait est de garder les jeunes sur notre territoire. Aujourd'hui, il y a 1 079 étudiants à Sarreguemines contre 600 il y a une vingtaine d'années, preuve de l'intérêt des jeunes pour les formations proposées chez nous. Ils sont répartis entre les sections de BTS, ceux des IUT, de l'Inspé qui préparent les professeurs des écoles. Il y a également l'Ifsi qui forme les futurs infirmiers. Cet institut bénéficiera de nouveaux locaux en 2024. À ceux-là, s'ajoutent également les étudiants en droit de la faculté de Metz dont des cours ont été délocalisés à Sarreguemines. L'agglomération verse une subvention de fonctionnement de 300 000 € par an à l'Université de Lorraine, mais nous mettons aussi à disposition des équipements et des personnels. Tout confondu, cela représente 1 M€ de fonctionnement par an à la charge de la Casc. Nous avons également mis en place une enveloppe de 15 000 € par an pour subventionner des projets tutorés. Pour une ville comme Sarreguemines, c'est déjà beaucoup. Nous avons la volonté de garder ce que nous avons mais si nous pouvons le développer, nous le ferons. »

C.D.G

PIERRE TIFINE : « FAIRE ÉMERGER ET ABOUTIR DE NOUVEAUX PROJETS »

POUR LE DOYEN PIERRE TIFINE, LES PROJETS SONT LE MOTEUR D'UN UFR. À TELLE ENSEIGNE QUE LA FACULTÉ DE DROIT, ÉCONOMIE ET ADMINISTRATION LES CULTIVE DE MANIÈRE SPÉCIFIQUE, VOLONTARISTE ET AVEC UN CERTAIN SUCCÈS. PERSPECTIVES.

Faire émerger et aboutir de nouveaux projets, c'est la volonté sans cesse réaffirmée du doyen Pierre Tifine qui s'appuie pour cela sur des collègues qui sont de très efficaces forces de proposition et qu'il « ne veut pas réfréner ».

Ainsi, la création d'une première année de licence de droit à Thionville dès la rentrée 2024 est plutôt bien engagée et ce pourrait être la grosse affaire des mois qui viennent : « Tous les feux semblent au vert et cela aurait du sens, tant pour le territoire où une demande existe en proximité que pour l'UFR, qui pourra ainsi accueillir de nouveaux étudiants dans de bonnes conditions de transition lycée/faculté », détaille le doyen Pierre Tifine. Une expérience qui a déjà été conduite, de très longue date et avec succès, au sein de l'antenne de Sarreguemines, la dimension franco-allemande en plus.

Sur l'agenda du doyen également, la création d'une double licence droit-gestion en partenariat avec l'IAE de Metz. Un projet qui est à la fois pertinent sur le fond, puisque cette double compétence peut être précieuse dans bien des fonctions de l'entreprise, et sur la forme, la nouvelle offre étant inédite au sein de l'université de Lorraine. Une dimension complémentaire qui est « essentielle », précise Pierre Tifine.

APPRENTISSAGE

Autre idée qui pourrait se concrétiser prochainement : la création d'une licence professionnelle, entièrement en apprentissage, intitulée assistant(e) juridique en droit des affaires. Un projet pour lequel l'UFR est « en discussion avec le cabinet KPMG Luxembourg » et qui part d'un constat : les profils bac + 5 dont sont déjà friands les sociétés comme le géant de l'audit, du conseil et de l'expertise

« La création d'une première année de licence de droit à Thionville aurait du sens, tant pour le territoire que pour l'UFR »

Pierre Tifine, doyen de la faculté de droit de Metz



L'UFR Droit, Économie et Administration sur le campus du Saulcy, à Metz. Photo Archives RL /Karim SIARI

comptable, très présent au Luxembourg, ne « sont pas adaptés pour des besoins en compétences intermédiaires », précise le doyen Tifine. Des besoins que ne couvrent pas, ou pas assez, les diplômés des IUT ou BTS et que la licence pro dans les tuyaux pourrait satisfaire.

Enfin, toujours en apprentissage, l'UFR Droit, Économie et Administration messin pourrait étoffer prochainement son offre au niveau master 2 avec deux sillons très différents qui restent à creuser : sur le droit des sociétés en difficulté ou encore le droit de la gestion de patrimoine.

À suivre !

HERVÉ BOGGIO

UNE LARGE OUVERTURE À L'INTERNATIONAL

L'UFR Droit, Économie, Administration messin est très largement ouvert sur le monde avec près d'une quarantaine de partenariats existants partout dans le monde dont les plus récentes sont Inonu (Turquie), Bari (Italie) et Novi Sad (Serbie). Au-delà de cette dimension européenne incontournable, dont une chargée de développement s'occupe spécifiquement, l'UFR propose quelques spécificités dans sa dimension franco-allemande d'abord, mais aussi au travers des partenariats comme celui noué avec l'Université d'Abertay Dundee (Royaume-Uni), l'Université de Chicago, celle d'Uberlandia au Brésil ou enfin, le Abaï Institut Sorbonne du Kazakhstan qui permet notamment à sept jeunes Kazakhstaniens d'étudier à Metz en ce moment. Et là n'est pas tout : chaque année, une Summer school permet aux étudiants qui le souhaitent de suivre des cours de droit et économie en anglais pour progresser et l'UFR compte développer la possibilité d'étudier une troisième langue vivante à partir de la deuxième année de licence, en l'occurrence le chinois, avec l'Institut Confucius qui est abrité au sein de la bibliothèque universitaire du Saulcy.

DIPLÔMES D'UNIVERSITÉ ET PRÉPA

- Les DU Gérer et Administrer une collectivité territoriale (GACT) et Cadre de l'administration territoriale (CAT) s'adressent respectivement aux élus et aux cadres administratifs des collectivités. Des filières qui connaissent un joli succès, la demande de formation étant importante au sein de ses publics et les confinements ayant agi comme des catalyseurs, ceux-ci étant dispensés entièrement en distanciel.
- Le DU Fiscalité transfrontière est à la fois accessible en formation continue et initiale, en complément du master 2 Fiscalité appliquée dans ce second cas. Une filière qui constitue un véritable vivier pour les recruteurs venus des cabinets spécialisés luxembourgeois.
- Le DU Collège du droit est une véritable singularité puisqu'il a vocation à proposer aux meilleurs étudiants messins « une approche de certaines théories du droit et une culture générale dans cette

discipline à travers, notamment l'étude de grand procès. Au menu prochainement : le procès de Jésus », souligne le doyen Tifine. Ce DU est proposé avec Nancy et, chose remarquable, est gratuit pour les étudiants boursiers.

• La Classe Talents est un dispositif original qui permet aux étudiants boursiers les plus méritants et aux demandeurs d'emploi de préparer les concours de l'encadrement supérieur de la fonction publique. En lien avec l'IRA de Metz, le CNFPT, l'école nationale des finances publiques, celle des douanes, mais aussi les facultés de Metz et Nancy, l'IPAG ou encore les universités de Strasbourg et Créteil, 24 jeunes gens se préparent à devenir les cadres de la technocratie avec un succès certain à Metz : au sein de la promo actuelle, il y a déjà 5 admis à l'IRA et 13 admissibles au concours d'inspecteur des finances publiques.